

Cette dissension au sein des membres n'est qu'un reflet du problème plus vaste que pose le contrôle des dépenses de l'ONU, lesquelles ont augmenté d'environ 20 p. cent par année depuis 1974. Les pays en développement désirent les accroître davantage, en particulier dans des secteurs comme l'assistance technique, tandis que les principaux bailleurs de fonds, gênés aux entournures en cette période d'austérité, ne sont pas disposés à verser des montants toujours plus élevés à l'ONU, d'autant plus qu'ils n'exercent aucune emprise individuelle ou collective sur le niveau de leurs contributions. Par ailleurs, de l'avis de certains, trop de programmes qui n'ont qu'une importance secondaire et poursuivent des objectifs peu réalistes continuent d'absorber une part excessive du budget ordinaire de l'Organisation. Une croissance exagérée des dépenses de ce genre pourrait amener certains gros bailleurs de fonds à réduire leurs contributions, ce qui porterait un dur coup au principe de la responsabilité collective des membres et menacerait même la survie de l'ONU en tant qu'institution.